

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** & **A. PÉRIER**  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	88

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## LE Congrès de Versailles

### RÉSULTATS proclamés à 3 heures 55

Voteurs : 824  
 Bulletins blancs ou nuls : 12  
 Suffrages exprimés : 812  
 Majorité absolue : 407  
**M. LOUBET. .... 483 voix**  
**M. MÉLINE. .... 279**  
**Voix diverses. .... 50**

M. Loubet ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé Président de la République française. (Applaudissements et braves prolongés. — Violentes rumeurs à droite : Panama ! A bas les traités ! A bas Dreyfus ! — Cria à gauche : Vive la République ! A bas Méline ! Vive Loubet !)

## M. LOUBET

### Président de la République

#### DÉBUTS ORAGEUX

Jeudi soir vivait au Petit-Luxembourg un homme de soixante ans, nommé Emile Loubet, qui représentait depuis vingt-huit ans ses compatriotes. Il était président du Sénat, respecté, honoré, chéri même par ses collègues, à peu près ignoré de la foule. Si quelqu'un se fût avisé de lui reprocher la moindre des choses, ce quelqu'un eût excité une stupeur générale, bientôt suivie d'une indignation universelle, ce quelqu'un eût passé pour un fou. Personne d'ailleurs n'avait envie de jouer un rôle aussi ridicule et aussi odieux.

Hier samedi, le même homme est parti de Versailles sous les huées. Arrivé à Paris, il a été accueilli par les sifflets, les injures, les cris de démission, un charivari. On l'a traité de panamiste, de vendu, de dreyfusard, de juif.

Quelle infamie avait donc commise Emile Loubet pendant ces quarante-huit heures, pour susciter tant de haines après avoir recueilli tant de sympathies ?

Il était devenu Président de la République !

Il est vrai que le matin, un ancien magistrat, qui fait beaucoup de tapage en ce moment-ci, avait affirmé aux membres du Congrès que M. Loubet était indigne de leurs suffrages.

Il est vrai aussi que la Ligue de la Patrie française, œuvre d'apaisement national, société étrangère à tout parti politique, l'avait répudié comme n'étant pas assez intellectuel (!).

Elle lui avait délivré un diplôme d'indécence.

Il est vrai encore que certaines feuilles bienveillantes l'avaient baptisé candidat de l'île du Diabole.

Toutes ces bonnes paroles, commentées ou développées par les patriotes, ont abouti aux scènes qui, pendant l'après-midi ou pendant la soirée d'hier, ont dû donner au nouveau Président de la République une assez jolie idée de l'hospitalité parisienne.

Tout cela n'est pas extraordinairement grave, un jour d'élection ressemble toujours un peu à une saturnale. Et puis, les foules étant essentiellement inconsistantes, leur mauvaise humeur n'est qu'une lettre de change tirée sur leurs faveurs futures.

Mais, parmi tous les cris variés qui ont retenti aux oreilles du nouveau Président, il en est un qui m'a paru inexplicable. C'est celui de « Vive l'armée ! » poussé par des gens qui avaient l'air de le préférer comme une protestation contre l'élection de M. Loubet.

Je me demande quel intérêt peuvent avoir ces vociférations à établir que le Président de la République et ses électeurs, c'est-à-dire les représentants de la France, sont les ennemis de l'armée : ce qui est d'ailleurs tellement faux qu'on perdrait son temps à tenter une réfutation.

De même encore je me demande sur quoi on a fondé l'accusation de dreyfusisme contre un homme qui n'a jamais dit publiquement un mot de « l'affaire » et qui n'a jamais passé jusqu'ici pour nourrir la moindre tendresse pour les révisionnistes. Que diable ! si Loubet était dreyfusard, ça se saurait, comme disait le voyageur en passant devant le palais des Papes, à Avignon.

Quelle drôle de combinaison tout de même que de vouloir à toute force transformer l'élection de Loubet en victoire pour les révisionnistes, ce qui impliquerait, remarquez-le bien, que le Congrès contient 483 dreyfusards ! C'est fou !

Ce qui n'est pas fou, ce qui est simplement odieux, ce sont ces injures sans motif, et par conséquent sans excuse, adressées à un homme qu'on respectait il y a quarante-huit heures, qui n'a pas brigué la charge qu'il doit à la confiance du Congrès.

Il y a dans notre tempérament national un fonds de générosité et de douceur courtoise qui se révoltera, j'en ai la

certitude, contre les organisateurs de ce boucan immérité. — J. CORNÉLY.

Reprenons maintenant, en détail, le récit de cette journée fertile en incidents, et suivons dans ce récit l'ordre même de ces incidents.

## AVANT LE CONGRÈS

### DÉPART POUR VERSAILLES

Le départ des trains parlementaires, à la gare Montparnasse comme à la gare Saint-Lazare, s'est accompli sans incident notable, et c'est à peine si la physionomie ordinaire des deux têtes de ligne de la Compagnie de l'Ouest s'est trouvée modifiée.

Par précaution, des mesures d'ordre analogues à celles des précédents Congrès avaient été prises. A la gare Montparnasse, le service était dirigé par M. Noriot, commissaire divisionnaire, assisté des officiers de paix des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements. Des agents de la Sûreté avaient été placés en permanence sur la partie de la ligne comprise dans le mur d'enceinte et notamment aux passages à niveau de la rue des Fourniaux, de la rue de la Procession et au Pont-aux-Bœufs.

Aucune manifestation ne se produisit sur le passage des sénateurs et des députés. Beaucoup de personnes attendent l'arrivée de M. Loubet ; mais le président du Sénat s'est rendu directement à Versailles en voiture, accompagné de son fils et de M. Roussel, son chef de cabinet.

A la gare Saint-Lazare, le service d'ordre est plus apparent. M. Touny, directeur de la police municipale, le dirige, assisté de MM. Orsatti et Guillaume, plus spécialement chargés de la police des cours de Rome et du Havre ; et de MM. Grillière, Bouvier et Murat, qui surveillent la salle des Pas-Perdus et les quais de la gare. Dans les salles du rez-de-chaussée, derrière l'hôtel Terminus, un détachement du 74<sup>e</sup> de ligne attend, l'arme au pied.

Vers neuf heures et demie, la salle des Pas-Perdus prend une réelle animation. Un premier départ de parlementaires a lieu à dix heures. M. Méline en fait partie, ainsi qu'un certain nombre de députés qui doivent tenir une réunion à Versailles avant le Congrès. On se montre M. Lasies, député du Gers, et M. Cunéo d'Ornano, discutant avec force gestes. Au train suivant, les parlementaires sont un peu plus nombreux ; nous remarquons, notamment, MM. le général Billot, Jules Roche, Raynal, Decrais, Dubost, Motte, Boucher, Fleury-Ravarin, Baudry d'Asson, etc. A onze heures vingt, partent MM. Millerand, Viviani et quelques autres députés socialistes.

Le train parlementaire devait quitter la gare Saint-Lazare à onze heures cinquante, suivi dix minutes plus tard par le train gouvernemental et diplomatique. Aussi, à partir de onze heures et demie, la foule avait-elle grossi notablement devant les salles d'attente. Une double haie se forme entre laquelle passent successivement MM. Barthou, Poincaré, Mesureur, Aynard, Berthelot, H. Brisson, Trarieux, etc., etc. Des cris divers se font entendre sur le passage de certains députés et sénateurs. Comme M. Clovis Hughes passe en criant : « Vive Loubet ! » quelques assistants répondent par le cri de : « Vive l'armée ! » Alors, le spirituel député de la Seine, aux applaudissements d'autres assistants, réplique : « Vive l'armée et vive Loubet ! »

Bientôt, des rumeurs se font entendre du côté de la cour du Havre. C'est M. Paul Déroutelle qui arrive, accompagné des ligues patriotes et antisémites. Ceux-ci sont allés le chercher dans la matinée à la gare de Lyon, et ont tenu à lui faire la conduite jusqu'à la gare Saint-Lazare. Des cris de : « Vive l'armée ! » « Vive Déroutelle ! » retentissent, bientôt couverts par les cris de : « Vive l'armée ! »

Le président de la Ligue des patriotes, accompagné de MM. Marcel Habert et Georges Thiébaud, se fraye un passage jusqu'à la salle d'attente et gagne le train parlementaire qui part quelques minutes plus tard.

Le train ministériel et diplomatique, qui part à midi, est formé seulement de deux wagons : l'ancien wagon présidentiel, affecté aux membres du corps diplomatique et où prennent place le comte Tornelli, ambassadeur d'Italie, plusieurs ministres plénipotentiaires et des attachés de toutes les ambassades et légations ; et le wagon-salon, réservé aux membres du gouvernement, dans lequel montent MM. Dupuy, président du Conseil, de Freycinet, Delcassé, Lockroy, Leygues, Peytral, Vigier et Mougeot. Les autres ministres sont partis par les trains précédents.

A son arrivée à la gare Saint-Lazare, M. Ch. Dupuy a été reçu par M. Marin, directeur de la Compagnie, et Charles Blanc, préfet de police. Il s'est entretenu assez longuement avec ce dernier des mesures d'ordre à prendre pour le retour.

De Paris à Versailles, tout le long des deux lignes de l'Ouest, la voie est gardée militairement par des soldats de la ligne et du génie, en tenue de campagne.

#### A VERSAILLES

Les troupes ont été consignées à dix heures et demie. A partir de ce moment, les trains commencent à déverser un plus grand nombre de voyageurs dans la ville et, quoique l'affluence soit beaucoup moins grande pour ce Congrès que pour les Congrès précédents, les larges avenues conduisant au château ne tardent pas à prendre une physionomie assez animée.

Les établissements publics et quelques

maisons particulières ont arboré des drapeaux cravatés de crêpe. La mairie de Versailles a mis des pavots de deuil.

La plupart des membres du Parlement se rendent directement des deux gares au Palais pour y marquer leurs places, et se répandent ensuite dans les restaurants qui avoisinent la salle du Congrès.

M. Loubet est arrivé à Versailles vers dix heures et demie. Il a été entouré dans la galerie des Bustes par les sénateurs et députés présents, qui lui ont exprimé leurs félicitations anticipées. M. Loubet leur a répondu en souriant : « Si vous m'aimez, souhaitez qu'on ne vote pas pour moi. »

Aux abords du Palais, rue Gambetta et rue de la Chancellerie, un barrage est établi, dès onze heures, par une compagnie d'infanterie. Une compagnie du génie se range dans la grande cour du Palais de Versailles, dont la grille d'honneur est fermée. MM. Poirson, préfet de Seine-et-Oise ; son secrétaire général ; le colonel Dubois, commandant du Sénat, et le commissaire central de Versailles prennent leurs dernières dispositions.

A midi, il y a à peine cent cinquante personnes devant la grille du château, et deux ou trois cents rue de la Chancellerie. Toute l'animation est dans les restaurants.

#### Au restaurant des Réservoirs

Tous les salons et toutes les tables des salles de cet établissement avaient été retenus à l'avance par les acteurs et spectateurs du Congrès.

M. Loubet a déjeuné au premier étage, dans l'appartement n<sup>o</sup> 19, avec quelques-uns de ses amis, son fils et son chef de cabinet.

Dans une petite salle du rez-de-chaussée, M. Jules Lemaitre déjeune avec M. Henri Simond. Dans un autre cabinet se trouve M. de Cassagnac avec plusieurs de ses amis.

Nous reconnaissons, ici et là, parmi les déjeuneurs :

M. et Mme Fleury-Ravarin, MM. Jules Roche, comte d'Elva, baron de Lareinty, de Grandmaison, Recopé, marquis de La Ferrière, Gaston Menier, Maurice Binder, Escudier, Chassaing-Goyon, comte Boni de Castellane, Paul Adam, André Lefèvre, Lafourcade-Cortina, Alphonse Humbert, Baudry d'Asson, comte d'Aulan, Yvo Bosch, Chevaussu, M. et Mme Denayroux, Léon Bourgeois, duc et duchesse de Rohan, Schöge, Raynal, comtesse Potocka, Mme de Rute, M. de Knyff, baron Merlin, Maxime Grout ; Mlle Rachel Boyer, de la Comédie-Française ; Mme Bob-Walter, etc.

Un peu avant une heure, les restaurants se vident, tandis que des équipes de bicyclistes, des tricycles à pétrole et de nombreuses automobiles reprennent à toute vitesse la direction de Paris pour y porter les dernières impressions recueillies avant l'ouverture du Congrès.

Le train parlementaire est arrivé à Versailles un peu avant midi et demi, bientôt suivi par le train spécial des ministres et des membres du corps diplomatique.

En sortant de la gare, les ministres sont montés en voitures pour se rendre directement au Palais.

#### Les réunions de la matinée

Ce qui subsiste encore du parti progressiste — et c'est vraiment assez peu de chose — supplée à sa faiblesse numérique par son zèle et son ardeur.

Ces courageux débris multiplient les séances diurnes et nocturnes ; ce qui ne les empêche point de ressentir, dès l'aube, un impérieux besoin de négociations et de conférences.

Avant arraché, de guerre lasse, à quelques sénateurs, un vague rendez-vous au Luxembourg, il s'y sont rendus hier matin, à la première heure, mais sans y rencontrer personne.

Déjà, mais obstinés, ils ont pris le chemin de fer et, en débarquant à Versailles, se sont mis en quête de ces hommes sans excuse. Ils ont fini, après de longues, de patientes, de minutieuses recherches, par mettre la main sur six sénateurs, qui, joints à leur petite troupe, comptaient la douzaine. Ils les ont entraînés dans une chambre d'auberge, et se sont aperçus presque aussitôt qu'ils s'obstinaient à répondre au cri : « Vive Méline ! » par celui de : « Vive Loubet ! »

Mais leur cri réveille de lointains échos et, des Réservoirs, d'un bureau de l'Assemblée où les ralliés et la droite sont réunis, leur arrive un réconfortant : « Vive Méline ! »

Pendant que les uns et les autres manifestent, M. Loubet débarque, se rend, à travers la galerie des Bustes, dans son bureau, et, rencontrant sur sa route des sénateurs, des députés, des journalistes qui lui présentent, comme les sorcières : « Tu régneras ! » il leur répond : « Si vous m'aimez, souhaitez qu'on ne vote pas pour moi ! » Et il croise, en s'éloignant, M. le lieutenant-colonel Montell qui va déposer à la questure un lourd paquet de bulletins, car il est candidat.

Il cède enfin la place à M. Deschanel, qu'un tonnerre d'applaudissements salue.

M. Drumont veut parler et, pendant qu'il s'efforce de dominer les interruptions, les cris, les apostrophes, MM. Papillaud et Sébastien Faure échangeant des propos plutôt vifs, dans la tribune de la presse.

M. Humbert vote à son tour, et on lui crie : « C'est clair ! »

M. Jaluzot reçoit sans broncher ce bouquet de fleurs : « C'est un Printemps perpétuel ! »

M. Légitimus à les honneurs d'une ovation, et M. Méline d'un modeste triomphe.

Voici M. le comte d'Aulan : « Citoyen... » Mais la suite se perd dans le bruit.

Puis, M. de Baudry d'Asson manifeste : « Vive l'armée ! Vive le Roi ! »

Quant à MM. Bourgeois et Brisson, ils défilent, mélancoliques. M. Cavaignac passe inaperçu.

nel. On abandonne les couloirs pour la salle des séances.

## LE CONGRÈS

Beaucoup de monde dans les galeries où le Tout-Versailles fraternise avec le Tout-Paris.

Dans la tribune diplomatique, nous apercevons l'ambassadeur d'Italie et le nonce du Pape.

Dans celle que la questure réserve aux « laissés-pour-compte » du suffrage universel et du suffrage restreint, d'anciens députés et d'anciens sénateurs s'échouent mélancoliquement, côte à côte.

Dans les tribunes on remarquait :

Mme Deschanel, mère du président de la Chambre des députés ; la duchesse de Rohan, la comtesse d'Aulan ; Mmes Fleury-Ravarin, Cruppi, L.-L. Klotz, Lefèvre-Pontalis, fille-fille de M. Antonin Lefèvre-Pontalis, membre de l'Institut ; Paul de Saint-Victor, Suarez d'Aulan, Emmanuel Arène, Paul Le Roux, Henry May, Mlle de Freycinet, etc.

Parmi les hommes :

Le duc de Feltre, M. Darlan, ancien ministre ; Lagnière, Maurice Barrès, Georges Lhébaud, Gaston Deschamps, Léonon le Duc, Hermann Paul, etc.

M. Loubet monte au fauteuil et la majorité l'accueille.

A droite, on crie : « Vive la patrie ! » Et à gauche : « Vive la patrie ! Vive la République ! A bas la calotte ! »

Une voix. — Le Panama !

M. Cunéo d'Ornano. — Silence aux usurpateurs !

M. de Baudry d'Asson. — A bas les dreyfusards !

Il s'ensuit une certaine agitation, un commencement de tumulte ; on s'apostrophe, et M. Loubet, très calme, salue ceux qui l'accablent et ne semble pas le moins du monde démonté.

Il déclare la séance ouverte et donne lecture de l'article 7 de la loi constitutionnelle :

En cas de vacance par décès ou pour toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau Président. Dans l'interim, le Conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

Il lit ensuite l'article 2 de la même loi :

Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible.

M. Loubet ajoute :

Je déclare l'Assemblée nationale constituée pour l'élection du Président de la République.

Le scrutin aura lieu à la tribune, par appel nominal.

Il est ensuite procédé au tirage au sort des 36 scrutateurs et des 12 scrutateurs suppléants qui devront effectuer le dépouillement du scrutin.

Cette opération terminée, on désigne la lettre par laquelle commencera l'appel nominal ; c'est la lettre D.

Voix diverses. — Dreyfus ! Dreyfus !

M. Millevoye. — Quel est le candidat ? Tous les systèmes des équivoques !

Puis, c'est le défilé à la tribune.

M. Danstet ouvre la marche et vote pour M. Méline.

M. Déroutelle lui succède, aux applaudissements des nationalistes et des antisémites qui mêlent à leurs braves les cris de : « A bas les Juifs ! A bas Panama ! »

M. Déroutelle manifeste l'intention de prononcer un discours ; le président s'y oppose ; M. Déroutelle persiste ; des huissiers le prient de descendre, tandis que MM. Garnaud, Deshayes, Sembat, Coustant escaladent la tribune. Ils l'arrêtent par un : « Varez, je vous attends ! » Et, comme il glisse, main sous les pans de sa jaquette, on croit qu'il veut s'armer d'un revolver. Ce geste, beau d'ailleurs, provoque une certaine émotion, et M. Déroutelle en profite pour s'écrier, au milieu du tumulte :

Le Président de la République doit être élu par le peuple ; je ne vote donc pas ici !

Après quoi, se tournant vers M. Loubet, il lui dit :

Quant à vous, monsieur, vous êtes un panamiste.

M. Loubet. — Vous vous trompez !

M. Déroutelle. — Vous êtes, dans tous les cas, le protégé des panamistes et vous en êtes un vous-même. M. K. Quesnay de Beaurepaire a dit vrai. Panamiste ! Panamiste ! Panamiste !

Il cède enfin la place à M. Deschanel, qu'un tonnerre d'applaudissements salue.

M. Drumont veut parler et, pendant qu'il s'efforce de dominer les interruptions, les cris, les apostrophes, MM. Papillaud et Sébastien Faure échangeant des propos plutôt vifs, dans la tribune de la presse.

M. Humbert vote à son tour, et on lui crie : « C'est clair ! »

M. Jaluzot reçoit sans broncher ce bouquet de fleurs : « C'est un Printemps perpétuel ! »

M. Légitimus à les honneurs d'une ovation, et M. Méline d'un modeste triomphe.

Voici M. le comte d'Aulan : « Citoyen... » Mais la suite se perd dans le bruit.

Puis, M. de Baudry d'Asson manifeste : « Vive l'armée ! Vive le Roi ! »

Quant à MM. Bourgeois et Brisson, ils défilent, mélancoliques. M. Cavaignac passe inaperçu.

Et M. Cunéo d'Ornano répond au : « Vive le Roi ! » de son collègue, par un retentissant : « Vive l'Empereur ! »

Enfin, l'appel nominal est terminé ; le contre-appel finit à trois heures précises et on suspend la séance pour procéder au dépouillement du scrutin.

#### Pendant la suspension de séance

La foule se transforme en cohue : on se presse, on se bouscule, on étouffe.

Un groupe se forme autour de M. Le Provost de Launay qui raconte sa conversation, en partie double, avec M. Loubet et M. Méline.

Il a dit au premier :

— Vous allez être élu, et j'aurai le regret de ne plus pouvoir me rendre à l'Élysée. J'aurais été heureux d'y rencontrer M. Méline.

— Mais, c'est à lui seul que vous devez vous en prendre. Hier, à quatre heures, je lui ai fait connaître ma ferme résolution de retirer ma candidature devant la sienne.

— Là-dessus, M. Le Provost de Launay se rend auprès de M. Méline, lui fait part de cette déclaration et reçoit cette réponse :

— M. Loubet en a menti !

Cela surprend, et non sans cause, car M. Méline est la courtoisie même, et M. Loubet ne passe point pour un menteur. Un peu finaud peut-être, si vous voulez ; mais la droiture même.

On interroge M. Méline et l'on dément dans sa réponse qu'il se plaignit uniquement de n'avoir pas reçu la visite de courtoisie à laquelle il pensait pouvoir prétendre.

A l'autre bout de la salle, dans un groupe très nombreux, M. Barthou annonce qu'il ne présidera plus le groupe des progressistes :

A côté de cent cinquante républicains d'origine, le groupe renferme un certain nombre de néo-républicains, dont il n'y a pas lieu de suspecter la sincérité, mais dont la présence a pour résultat d'altérer le caractère des résolutions prises dans nos réunions. Ce sont ces néo-républicains qui, malgré les déclarations formelles et répétées de M. Méline, persistent à maintenir sa candidature. Ce sont eux qui ont fait distribuer des bulletins au nom de M. Méline et qui se refusent à le faire disparaître, malgré les sollicitations dont ils ont été l'objet. Ils compromettent ainsi l'ancien président du Conseil et ses amis directs.

Dans ces conditions, j'entends reprendre ma liberté d'action et je vais me démettre.

Et il ajoute :

Étant l'ami de M. Méline, j'ai estimé que voter pour lui, après son déstement, c'était lui jouer un mauvais tour.

#### ÇA ET LA

— Que d'eau ! que d'eau ! disait M. Perrichon en contemplant la mer.

— Que de monde ! que de monde ! pouvait-on dire hier, de quelque côté qu'on se retournât. Dans les couloirs intérieurs du Congrès, la cohue était si compacte, le tohu-bohu si intense qu'on avait vraiment du mal à s'y reconnaître.

Il faut s'orienter, cependant, et tâcher de se débrouiller devant ce kaléidoscope. Voici, parmi les premiers arrivants, M. Charles Dupuy, très entouré. Il dément énergiquement toute pensée de candidature :

— Sitôt que j'ai appris, dit-il, que M. Loubet avait officiellement accepté la candidature, j'ai immédiatement fait savoir aux républicains qui m'avaient fait l'honneur de penser à moi qu'il ne pouvait plus être question de ma candidature. Je suis l'ami personnel du président du Sénat ; j'ai pour lui les sentiments d'estime et d'affection que son passé et son caractère inspirent à tous les républicains, et je ne saurais donc, en aucun cas, entrer en compétition avec lui. J'ai d'ailleurs fait cette déclaration avec lui. M. Loubet lui-même, et je tiens à la renouveler ici très nettement.

Ces paroles, très précises et très loyales, de M. le président du Conseil, ont été immédiatement colportées de groupe en groupe, et chacun rendait hommage à l'absolue correction dont M. Charles Dupuy a fait preuve dans cette crise, où le président du Conseil s'est résolu à tenir en dehors de toutes les combinaisons et de toutes les compromissions.

Il est bien fâcheux que certains amis, trop zélés, de M. Méline ne se soient pas pénétrés des mêmes sentiments, et aient tenu à jeter, malgré lui, l'éminent député des Vosges dans la bagarre. Il faut rendre cette justice à M. Méline, que, plus politique et plus sage que ses conseillers, il a tout fait pour éviter la lutte qu'on a engagée sur son nom.

Dès son entrée dans la galerie des Tombeaux, il s'est dirigé vers la table où se trouvaient ses bulletins de vote, et a donné l'ordre qu'on les enlevât :

— Je ne suis pas candidat, a-t-il dit hautement. Il ne doit donc pas y avoir de bulletins à mon nom !

Mais chaque table était gardée par deux ou trois membres du groupe progressiste de la Chambre, qui ont énergiquement protesté et se sont refusés à laisser enlever les bulletins. M. Audiffert, député de la Loire, était des plus ardents.

C'est nous qui avons fait faire les bulletins, disait-il à M. Méline, et nous avons bien le droit de voter pour vous malgré vous !

— Non pas, répondait M. Méline, car il ne s'agit pas seulement ici d'un vote personnel. Il s'agit d'un vote politique, et c'est le groupe tout entier, c'est le parti progressiste lui-même qui va se trouver engagé dans une lutte des plus fâcheuses.

Nous en prenons toute la responsabilité ! ripostait avec animation les membres directeurs du groupe progressiste.

## La proclamation du scrutin

La séance est reprise à quatre heures. M. Franck-Chauveau préside et proclame le résultat du scrutin :

Votants : 824. — Suffrages exprimés : 812  
Majorité absolue : 407

MM. Loubet..... 483 voix  
Mélène..... 279  
Divers..... 50

M. Loubet est proclamé Président de la République. (Vifs applaudissements.)  
Voix à gauche. — Vive la République !  
M. de Baudry d'Asson. — Elle est jolie votre République !

Il n'est pas sans intérêt de rappeler le nombre de voix obtenu par tous les Présidents de la République :

M. THIERS fut élevé à la présidence par l'unanimité des voix.

Le maréchal de MAC-MAHON réunit sur son nom 380 suffrages.

M. JULES GRÉVY fut élu la première fois par 563 voix, et réélu sept ans plus tard par 457 voix.

M. CARNOT fut appelé à la présidence par 616 voix.

M. CASIMIR-PÉRIER obtint 461 voix.

M. FÉLIX FAURE fut élu par 430 voix.

Enfin, M. LOUBET a réuni hier sur son nom 483 suffrages.

Le nouveau Président de la République occupe donc le quatrième rang, par le nombre de voix réunies.

## La transmission des pouvoirs

Immédiatement après la proclamation du vote, M. Franck-Chauveau se rend dans le cabinet du président de l'Assemblée nationale, où a lieu la transmission des pouvoirs.

Suivi du bureau et de la plupart des membres de l'Assemblée, il remet au Président de la République le procès-verbal de la séance, et adresse ses félicitations au chef de l'Etat :

Monsieur le Président de la République, permettez au bureau de l'Assemblée nationale de vous offrir toutes ses félicitations et tous ses vœux. Le vote qui vous élève à la première magistrature de l'Etat touche et honore particulièrement le Sénat que vous avez si dignement présidé. Il sera accueilli avec une vive satisfaction par la France républicaine qui connaît la dignité de votre conduite, la sagesse et la modération de votre esprit. Qu'il nous soit permis d'espérer que votre élection contribuera à apaiser les discordes et à rétablir l'union dans notre pays.

M. Loubet le remercie, et déclare qu'il fera tous ses efforts pour donner satisfaction aux vœux du pays, et pour établir l'union entre les républicains.

Puis, arrivant les ministres, M. Charles Dupuy en tête, pour effectuer la remise du pouvoir exécutif dont ils étaient les dépositaires pendant l'interim de la présidence.

M. Charles Dupuy prononce l'allocution suivante :

Monsieur le Président de la République, Le Conseil des ministres a l'honneur de remettre entre vos mains les pouvoirs intérieurs de la Constitution lui avait confiés.

Nous vous adressons, monsieur le Président, nos respectueuses félicitations.

Nous y joignons nos vœux pour que la France et la République jouissent, sous votre haute magistrature, du calme et de l'union indispensables à leur prospérité et à leur grandeur.

Vous permettrez à mon amitié d'exprimer la satisfaction personnelle que me fait éprouver la décision de l'Assemblée nationale.

Le Président de la République répond :

Monsieur le président du Conseil, Mon cher président,

Je vous remercie des paroles que vous venez de m'adresser.

Je suis profondément ému de la haute marque de confiance que vient de me donner l'Assemblée nationale en m'appelant à la première magistrature de la République. Je sens tout le poids de la charge qui m'est confiée, elle ne pouvait être pour personne un plus lourd fardeau.

Jamais je n'avais envisagé une telle éventualité, et si les représentants du pays, en dépit de cette opinion, ont pu m'offrir la première magistrature de la République, je sens tout le poids de la charge qui m'est confiée, elle ne pouvait être pour personne un plus lourd fardeau.

De nombreux représentants du parti républicain ont pensé que mon nom pouvait être utile pour assurer l'apaisement et l'union, et si j'ai cédé à leurs instances, c'est avec la volonté de consacrer tous mes efforts à cet apaisement, au progrès et à l'ordre.

Pour remplir ma tâche j'ai besoin, messieurs, de tous les concours, de celui du Parlement, de celui des membres du gouvernement, de celui des citoyens, de tous.

Pour que l'union que nous désirons tous soit durable et féconde, il faut que des rapports fréquents s'établissent entre les membres du Parlement et le Président de la République : l'Elysée doit être une maison ouverte.

Placé au-dessus des querelles de partis, arbitre institué par les lois constitutionnelles, le Président de la République doit écouter les avis et les conseils des représentants de la nation avant de prendre les décisions que dicte l'intérêt supérieur de la République.

Il lui appartient aussi de donner les conseils que cet intérêt lui inspire.

Je vous donne l'assurance que j'apporterai tout ce que j'ai de force, de volonté, de dévouement au service de la République et de la Patrie.

Ensuite, M. Paul Deschanel, président de la Chambre, présente le bureau de cette Assemblée. De nombreux sénateurs, de nombreux députés défilent, et, fermant la marche, les journalistes parlementaires dont l'Association a pour président d'honneur le nouveau Président de la République.

M. Loubet déclare qu'il conservera cette présidence : « A moins que, messieurs, ajoute-t-il en souriant, vos statuts ne s'y opposent. Dans ce cas, je serais forcé de me résigner, car, maintenant que j'ai la garde des lois, je ne voudrais pas commencer par les violer. De toute façon, je reste à votre ami. Je fais appel à toute la presse française et vous supplie de travailler plus que jamais à l'union, à l'apaisement. »

En tout cas, pour parer à toutes les éventualités, la Compagnie de l'Ouest a fait chauffer un train composé de deux grands wagons-salons et de trois voitures de première classe.

Toutes les précautions sont d'ailleurs prises par les soins de cette Compagnie et du gouvernement ; la troupe surveille depuis le matin la voie, ainsi que nous l'avons déjà dit, et occupe toutes les ouvrages d'art, les ponts, viaducs, tunnels, etc., de Versailles à Paris.

Dans le premier wagon-salon, M. Loubet prend place avec le vice-président du Congrès, M. Franck-Chauveau, MM. Prévot, Decauville, Bonnefoy-Sibour, Ratier, comte de Blois, Coste, Savary, Vautier, etc., membres du bureau ; M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés ; M. Dupuy, président du Conseil, tous les membres du cabinet, etc. ; enfin, M. Poirson, préfet de Seine-et-Oise, qui l'attend à la porte du Palais pour se mettre aux ordres du nouvel élu. Le cinématographe de M. Bodelas Malzewski, celui-là même qui avait suivi M. Félix Faure en Russie, guette le cortège.

## LA SORTIE DU CONGRÈS

Pendant ce temps, la sortie des membres du Congrès s'effectue sans grands incidents.

Le public, massé aux abords du Palais, dans la grande cour et hors des grilles, sur l'immense place, se livre à des manifestations de sympathie quand sort M. Mélène. On accueille l'ancien ministre aux cris de : « Vive l'armée ! Vive M. Mélène ! »

M. de Freycinet a, lui aussi, une petite ovation des plus flatteuses.

— Nous reviendrons dans six mois ! dit M. Gauthier (de Clagny) aux amis qui applaudissent !

M. Goujon, député de la Seine-Inférieure, est du même avis :

— Je viens de marquer ma place au Congrès avec une épingle ; nous reviendrons à Versailles avant trois mois.

— C'est navrant ! dit M. Jules Lemaitre à M. Mélène en lui parlant de l'élection du Congrès. C'est navrant !

— Mais non ! réplique M. Mélène : vous verrez.

Mais c'est M. Paul Deschanel qui soulève les plus vifs enthousiasmes et les vivats les plus nombreux. C'est une véritable manifestation aux cris de : « Vive Deschanel ! »

Dans la cour, un escadron de cuirassiers, commandé par un colonel, est

massé, prêt à former le cortège présidentiel ; et, devant la porte, arrive le landau qui doit faire accomplir au Président son premier voyage, pour aller du Palais à la gare.

Quelques minutes plus tard, précédé des huissiers, suivi par tous les ministres, escorté par un général et un colonel en grande tenue, le Président de la République traverse la galerie des Bustes entre une double haie de soldats du génie qui présentent les armes, tandis que les tambours battent aux champs.

A l'extrémité de la galerie, le Président de la République monte en voiture et le président du Conseil y prend place à sa gauche. M. Poirson, préfet de Seine-et-Oise, occupe la banquette qui fait face à M. Loubet.

Le trajet va s'effectuer vers Paris.

## Le départ de Versailles

Le calvaire commence ! Le rêve dont parlait il y a dix minutes le nouvel élu a cessé ; et la foule, qui n'a pas assisté aux ovations que M. Loubet vient de recevoir de la part des sénateurs et des députés, lui fait déjà regretter le triomphe et les honneurs que sa sagesse ou sa perspicacité voulaient lui réserver avant-hier.

A peine le Président a-t-il franchi le seuil du palais, à peine a-t-il pris place dans le landau présidentiel et dépassé de vingt mètres la porte du Congrès, que les sifflets, mêlés aux cris de : « A bas Loubet ! » « Panama ! » « A bas Dreyfus ! » « Conspez Loubet ! » retentissent de tous côtés.

Par hasard, précisément (le hasard a des raffinements de cruauté), le landau s'arrête, puis l'escorte, devant l'encombrement de cette foule irritée que la police n'a pas songé à éloigner ou à contenir, et les orilles du nouvel élu sont longuement flagellées par l'injure avec ces mots de Panama ! et de Dreyfus ! qui reviennent stridents, intarissables, parmi les sifflets.

Des « Vive l'armée ! Vive Dupuy ! » font croire au ministre de l'Intérieur qu'il doit s'incliner. Alors M. Dupuy salue du geste ou de la tête, fait parfois heureux, puis, soudain gêné, quand les cris imprévus de « Conspez Loubet ! » retentissent à l'adresse du premier magistrat qu'il accompagne.

Le nouveau Président reste immobile, stupéfait, saisissant le moindre vivat pour saluer, réconforté de-ci de-là, mais il faut une oreille très subtile pour entendre des vivats ; et ce sont jusqu'à la gare la rive droite de Versailles les mêmes injures qui dominent avec les sifflets.

Une file confuse de bicyclettes, d'automobiles, de fiacres, de coureurs de toute sorte et de toute classe accompagne dans ce concert, y prenant sa part, le cortège présidentiel.

Dans la cour de la gare, vite envahie malgré l'escadron de cuirassiers et les forces de police, la foule entre, continuant ses cris ; elle pénètre même, en partie du moins, jusque sur les quais voisins du train spécial : et c'est encore aux cris de « Dreyfus ! » et de « Panama ! » que s'ébranle la locomotive qui conduit en toute hâte M. Loubet vers Paris.

Il est cinq heures vingt quand on arrive enfin à Paris.

L'accueil ne sera malheureusement pas plus favorable qu'à Versailles. Et de nouveaux incidents vont se produire.

## L'arrivée à Paris

A la gare Saint-Lazare

Vers quatre heures, pourtant, une nouvelle circule, qui distrait sa curiosité : « M. Loubet est élu ! — Ah ! Par combien de voix ? » Et le nom et le chiffre des voix passent de lèvres en lèvres.

De belles voitures arrivent et se rangent devant la gare. On les examine avec admiration. Celle qui est en tête est une calèche découverte. On la reconnaît.

C'est la voiture officielle que M. Carnot a commandée et dont se servait souvent M. Félix Faure. Les chevaux portent des harnais de grand gala. Evidemment, c'est dans cette calèche que prendra place tout à l'heure M. Loubet.

Les autres voitures conduiront les ministres.

Quelques minutes après, descendent des officiers dont on se demande les noms. Ce sont des officiers d'état-major qui viennent sans doute au-devant du ministre de la guerre. On les acclame : « Vive l'armée ! » Et ce cri, furieusement poussé, donne l'idée qu'il y aura peut-être tout à l'heure quelque bruit.

Cinq heures. On annonce que le train présidentiel vient d'entrer en gare. Déjà l'armée a dégagé la place Saint-Lazare. Entre la gare et les voitures est un long rectangle vide.

On attend impatiemment l'arrivée du nouveau Président. On se moque des personnes qui le précèdent et qui ne paraissent avoir aucun caractère officiel.

Enfin, à cinq heures dix, M. Loubet apparaît.

On crie : « Vive la République ! Vive l'armée ! » Et ces cris sont accompagnés de nombreux coups de sifflet.

— Déjà ? fait un sceptique.

Dans la calèche découverte monte M. Loubet, accompagné du seul président du Conseil.

Les cris redoublent :

— Vive l'armée ! Vive la République ! A bas Loubet ! Panama !

Les ministres montent dans les autres voitures et, pendant que le cortège disparaît par la rue de la Pépinière, on acclame chaleureusement M. Deschanel venu par le même train que le Président.

## A l'Elysée

Depuis trois heures de l'après-midi, une nombreuse foule est massée devant le palais présidentiel. Elle aussi connaît la nouvelle. Elle est encore plus surexcitée que le public de la gare.

A l'arrivée des voitures, c'est-à-dire à 5 h. 35, elle crie, elle siffle ! Elle dit : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » Pourquoi ? En quelle heure de sa vie le nouveau Président a-t-il bien pu faire croire qu'il était hostile à l'armée ?

Les voitures entrent à l'Elysée par la porte d'honneur. En descendant de voiture, M. Loubet ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse. Déjà toute la cour est tendue de deuil pour la cérémonie de jeudi.

Un immense crêpe tombe du sommet de l'échafaudage qu'on avait préparé pour les vestiaires du bal projeté et qu'on a utilisé pour la seconde chapelle ardente où reposera M. Félix Faure le jour des obsèques, c'est-à-dire le jour où devait avoir lieu le bal !

M. Loubet, conduit par les commandants Bourgeois, Humbert et Meaux-Saint-Mars, et accompagné de tous les ministres, entre dans le palais, salué sur le seuil par M. Le Gall. Il va saluer tout d'abord le corps de son prédécesseur.

M. Le Gall a conduit M. le Président de la République et M. le président du Conseil dans la chapelle ardente où repose M. Félix Faure.

M. Loubet s'est profondément incliné devant la dépouille mortelle de son prédécesseur.

Puis, M. Loubet s'est rendu dans le cabinet du Président de la République. Il a demandé à M. Le Gall s'il pouvait être admis à présenter ses respects et ses condoléances à la veuve du regretté Président de la République.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils l'accompagnent jusqu'au pont de la Concorde. On arrête même six manifestants qui essayaient de se cramponner à la calèche présidentielle.

M. Le Gall s'est empressé de transmettre cette demande à Mme Félix Faure qui, par respect pour la mémoire de son mari, a fait violence à ses sentiments de profonde affliction en recevant aussitôt M. le Président de la République.

M. Loubet lui a témoigné la vive part qu'il prenait à sa douleur. Il a dit qu'en lui exprimant ses regrets personnels, il se faisait l'écho des sentiments unanimes du pays.

Mme Félix Faure, dont on devine l'émotion, a fait pour dominer son immense tristesse un effort énorme, on ne peut plus douloureux, et elle a accueilli M. Loubet avec des paroles pleines de tact qui ont été suivies par un torrent de larmes des qu'elle fut redevenue seule.

M. Loubet remonte ensuite en voiture. De nouveaux cris de : « Vive l'armée ! A bas Loubet ! » le suivent devant l'Elysée, faubourg Saint-Honoré. Ils

tus républicains, modèle de la franchise et de l'équité !

O pauvre France ! un tel destin pouvait-il t'être réservé ?

J'ai rencontré mon serment : *Ceci est la vérité*. Aucune erreur n'est possible, je suis sûr des dates, des moindres détails ; je tiens un journal de tout ce qui m'arrive, j'ai conservé ma correspondance de 1892, j'ai des témoins. Aussi, dans mon livre, proposé à la constitution d'un Tribunal d'honneur devant lequel j'apporterais mes preuves, je demanderais à être confronté avec M. Loubet, et je dirais bien que, lorsque nous serons en face l'un de l'autre, il n'osera pas nier.

M. Loubet peut se réclamer de Dreyfus. Les Français qui siègent au Congrès ne le nommeront pas ce soir.

QUESNAY DE BEAUREPAIRE.

A cet article signé Quesnay de Beaurepaire, M. Jules Lemaître a ajouté les lignes suivantes, sous ce simple titre : *Déclaration* :

Que la candidature de M. Loubet à la présidence de la République ait pu prendre quelque consistance, cela est vraiment humiliant pour le pays.

Nous ne voulons pas de M. Loubet, parce qu'il est d'une trop notoire insuffisance intellectuelle.

Nous ne voulons pas de lui, parce que, qu'il le veuille ou non, il est le candidat des « panamistes » et des « dreyfusistes ».

Nous ne voulons pas de lui, parce qu'il est le candidat de M. Clemenceau.

Je suis sûr, en écrivant ceci, d'exprimer les sentiments de la presque unanimité de la Ligue de la Patrie française.

JULES LEMAÎTRE.

Le *Soir* a interviewé, dès l'élection de M. Loubet, M. François Coppée, président honoraire de la Ligue de la Patrie française, pour lui demander quelle était l'attitude de la Ligue.

M. François Coppée a répondu :

— Nous avons eu hier une réunion du bureau au cours de laquelle nous avons discuté les termes de la note publiée ce matin par l'*Echo de Paris* et signée de M. Jules Lemaître. Cette note était donc l'expression exacte de notre pensée à tous, et nous n'avons rien à y retrancher.

L'élection d'aujourd'hui est un défi à l'opinion publique ; elle sera sévèrement jugée par le pays tout entier, qui est maintenant fixé sur les manœuvres des dreyfusistes.

Il est bien certain que M. Loubet est l'un des révisionnistes ; c'est l'honneur de M. Clemenceau et des ennemis de la patrie française : c'est à ce titre que nous le combattons, et nous n'entendons abandonner la lutte qu'au jour du triomphe.

Dans la soirée, le Comité de la Ligue de la Patrie française s'est réuni chez M. François Coppée.

La campagne continue encore plus forte dans nombre de journaux de ce matin.

## L'IMPRESSION

### DANS LA PRESSE

#### LES JOURNAUX DE CE MATIN

M. Ernest Judet écrit dans le *Petit Journal* :

Le nouveau Président fera bien de se dégager clairement d'alliances qui n'ont pas contractées et dont ses pires ennemis seraient heureux de lui imputer l'ingratitude ; leurs sinistres manœuvres ont déjà suscité des attaques violentes, et le premier contact de l'élus avec le peuple de Paris et provoqué de fâcheux désordres. S'il y a malentendu, comme nous le souhaitons, il importe de l'éclaircir au plus tôt.

Le Président de la République, d'accord avec un ministère qui a fait ses preuves de virilité et qui doit être aidé dans l'accomplissement intégral de son programme, peut beaucoup pour la France. Qu'il ne craigne pas de mettre à profit tout le crédit, toute l'autorité, toute la force que lui confèrent ses prérogatives ; qu'à l'occasion il ne recule pas devant une intervention large de son mandat, et alors le pays, se sachant bien compris, bien servi, n'hésitera pas à ratifier le choix du Congrès.

Du *Petit Parisien* :

L'élection de M. Loubet à la présidence de la République est un acte considérable de politique républicaine.

Le nombre des voix qu'il a obtenues montre que les républicains de nuances diverses savent s'unir dans une pensée commune de dévouement aux institutions démocratiques.

En répétant un mot connu, on peut dire qu'il n'y a rien de changé en France, sans que l'étape de plus traversée avec calme, dignité et honneur par la République.

M. Henri Rochefort écrit dans l'*Intransigeant* :

Grévy avait son genre ; Félix Faure, son beau-père ; et voilà qu'une majorité composée mi-partie de coquins et d'imbéciles nous impose Loubet, qui a derrière lui toute une kyrielle de négociations et de machinations louches avec le monumental escroq allemand qui s'est appelé Jacques de Reinach. Il est donc de toute évidence que les dreyfusards des deux Chambres n'ont fait triompher la candidature de Loubet parce qu'ils le considéraient comme leur complice, et conséquemment leur allié.

M. Jules Lemaître écrit dans l'*Echo de Paris* :

La descente s'accélère.

Le Congrès s'est levé de mieux, pour présider aux destinées de la France et pour la représenter devant l'Europe, que M. Loubet. Cela est indubitablement triste. C'est la continuation de tout, un cran plus bas.

L'homme m'est indifférent ; peut-être est-il un assez bon homme. Mais il est navrant que leur passion pour la médiocrité ait conduit à la majorité des parlementaires un choix si misérable, et plus navrant encore que l'arrivée du nouvel élu à Paris ait pu être saluée par les cris unanimes de : « Panama ! » et de : « Démission ! »

Jamais pareille chose ne s'était vue.

Toutefois espérons... je ne saurais encore dire quoi. Pendant que j'écris ces lignes, j'entends des pas dans les couloirs, un grand tumulte indigné et généreux, qui me rend quelque courage.

De M. Quesnay de Beaurepaire, dans le même journal :

M. Loubet est Président de la République. C'est un malheur public, la France vient de descendre encore un échelon.

Le coup de surprise a réussi. Que d'autres s'efforcent devant le succès ; nous protestons au nom du patriotisme.

Depuis quelques semaines, un magnifique mouvement d'opinion s'est manifesté dans le pays tout entier. Les cours battaient, on voulait revivre. Les bons citoyens oubliant leurs divisions sous les plis du drapeau commun ; pas un qui ne revêt le vêtement de la patrie par le relèvement des mœurs publiques.

En réponse à ce noble et pur élan, le Parlement nous a ramené d'un seul coup aux petits expédients et à l'esprit de coterie qui nous épouvante depuis vingt années.

M. Loubet arrive, quoi qu'il puisse dire, prisonnier d'une faction.

Gulliver est de nouveau garrotté par les mains.

Je crie pourtant : « Courage ! » car si nous

ne pouvons placer notre espoir dans le gouvernement de M. Loubet, il existe un pouvoir supérieur qui nous appartient d'invoquer par les voies légales, c'est la volonté du pays. C'est sur elle que nous nous appuyerons. Qu'elle coalition qui vienne remporter sa triste victoire, nous n'aurons rien de plus à lui offrir, nous ferons alors un solennel appel à l'opinion, et le droit aura le dernier mot. C'est nous qui sauverons la République, non pas cette République corrompue et chancelante que de longues années d'anarchie ont rendue impopulaire, mais la République sage et assainie dont les ressorts nouveaux assureront la durée.

De M. Desmoulins, dans le *Gaulois* :

M. Loubet n'est pas, en apparence du moins, l'homme intact qu'il eût fallu placer à la direction suprême de l'Etat.

Et comme il aime ses aises, ne fait pas fi de son repos et ne subit pas volontiers les déceptions qu'il pourrait éviter, je crois bien qu'il se dégoûterait promptement, jettera son sceptre à la tête de M. Dupuy, qui est désigné par le destin pour recevoir les adieux de tous les Présidents qui l'honoreraient de leur confiance, et rentrera brusquement à Montélimar.

M. Paul de Cassagnac écrit dans l'*Autorité* :

Nous sommes un peu loin de l'apaisement, et je vois pas trop comment cette élection scandaleuse, qui va irriter l'opinion publique jusqu'à l'exaspération, pourra nous apporter le calme dont nous avons tant besoin ?

L'élection présidentielle, dans les conditions odieuses où elle se présente, est une provocation au patriotisme français.

Une provocation, le patriotisme l'a déjà relevé !

De M. Drault, dans la *Libre Parole* :

Ce misérable (M. Loubet) a pour lui 483 députés ou sénateurs, dont la plupart sont des voleurs et des vendus, et les quinze cents dreyfusards qui nous mènent depuis dix-huit mois biontôt, à l'aide des millions de la haute banque juive et de l'étranger.

Mais contre lui, il a la France.

Croyez-vous, Loubet, la patrie n'est pas égale, et à Montélimar même on vous sifflait à l'heure actuelle.

Comme l'a dit M. Goujon, nous retournerons au Congrès après trois mois.

Démisionnez donc, ne vous installez pas dans le palais de l'Élysée dont vous seriez indignement chassé à coups de botte dans quelques semaines.

M. Harduin dit dans le *Matin* :

Les paroles prononcées par M. Loubet après la séance sont à mentionner. Elles donnent peut-être la vraie signification du vote, qui apparaît surtout comme une manifestation des différents groupes, désireux d'affirmer leur foi républicaine. Les élections générales fournissent déjà une indication dans le même sens. Le nouveau président présente donc la volonté exprimée, et par le pays et par ses élus, de repousser tout rapprochement avec la droite. Et il ne semble pas que son élection ait une portée différente.

Aussi est-il bien inutile d'y chercher autre chose, comme le font quelques adversaires de sa candidature. A ce propos, disons que c'est vraiment une manie qui devient insupportable que de vouloir fouiller partout le dreyfusisme, même là où il n'a que faire.

M. H. de Kerohant, dans le *Soleil* :

J'ignore si M. Loubet était le candidat des panamistes et des dreyfusistes, comme le dit élégamment M. Lemaître, qui prétend exprimer les sentiments de la presque unanimité de la Ligue de la Patrie française. Je crois qu'il n'y a pas plus dreyfusiste qu'anti-dreyfusiste ; M. Loubet me paraît tout simplement un brave homme qui, comme quatre-vingt-dix-neuf Français sur cent, voudrait qu'on en finit avec une abominable affaire qui n'a que trop duré ; et il comprend qu'on ne peut pas finir en laissant la Cour de cassation rendre son arrêt toutes Chambres réunies, avec des considérants qui feront la lumière et qui, espérons-le, la feront complète.

De M. Millerand, dans la *Lanterne* :

MM. Quesnay de Beaurepaire et Jules Lemaître avaient signifié, hier matin, au Congrès, par leur organe officiel, qu'ils lui faisaient défense d'élire M. Loubet.

La majorité républicaine a accordé à ces deux hommes la plus haute attention qu'elle leur méritait, en n'en tenant aucun compte. Si les hommes qui ont eu, dans ces derniers mois, la charge et la responsabilité du pouvoir, avaient toujours été aussi sages, bien des difficultés nous eussent été épargnées.

La journée d'hier peut et doit marquer le début d'une politique nouvelle. Le parti républicain s'est ressaisi. En infligeant à M. Méline, candidat officiel des droites, une défaite retentissante, il a signifié sa volonté de rompre avec la politique de l'esprit nouveau, de reprendre la méthode et la tradition démocratiques. Que sa volonté soit obéie.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Ce qui domine la journée, c'est l'écroulement de M. Méline et de la réaction royaliste, cléricale, antisémite, nationaliste, dont il était le chef.

Non seulement il a été écarté par le Congrès, mais si l'on décompose les votes, il est aisé de constater qu'il est en minorité dans les deux Chambres, à la Chambre comme au Sénat. Il est à jamais condamné, à jamais repoussé, l'ennemi le plus perfide de la République et du peuple est abattu, et ne se relèvera pas.

Méline vaincu, la réaction écroulée, le modérantisme discrédité, la conspiration militaire déjouée, Quesnay flétri, la révision assurée dans sa marche, voilà des résultats dont nous pouvons nous féliciter.

Est-ce à dire que tout est écarté et que la bataille soit finie ? Oh ! que non pas. Mais comment pourrions-nous être vaincus puisqu'il y a la force de la vérité s'ajoute maintenant, pour nous, la force de la République ?

De M. Clemenceau, dans l'*Aurore* :

Sur l'affaire Dreyfus, j'ignore absolument l'opinion de M. Loubet. Je ne lui ai point parlé depuis cinq ou six ans, et n'ai reçu de son entourage aucune confiance. Ce que je sais, c'est qu'il n'est compromis à aucun degré avec les menteurs, les faussaires, les complices de trahison qui gravitaient autour de M. Félix Faure, et faisaient du Président leur principal outil contre la justice des lois qui est tout le fondement de la patrie.

Pour mettre fin à la crise effroyable où la France est menacée de périr, il n'est pas besoin d'un génie. La probité la plus vulgaire y peut suffire. Dreyfus est un homme qui relève des lois françaises. Il n'y a pas d'autre problème que de les lui appliquer. Pour cela, sans doute, il faut avoir le courage de tenir tête à la coalition de l'Eglise romaine et de quelques soldats factieux en révolte contre la justice et la légalité. M. Loubet, puisqu'il est honnête homme, ne doit pas être incapable de ce courage. En tout cas, nous lui faisons l'honneur de l'attendre de lui, sans rien savoir de ses intimes pensées.

De M. Ranc, dans le *Radical* :

Chef du pouvoir exécutif, M. Loubet représente l'union des républicains, des républicains de toutes nuances, sans exceptions. Avec lui, la République est dans des mains sûres et fidèles. Avec lui, pas de trahison ni de mauvais coup à craindre.

C'est pour cela que M. Loubet sera injurié, calomnié, outragé par une tourbe infecte, il s'y attendait.

## DERNIÈRE HEURE

L'Agence Havas nous communique la note officielle suivante :

Le ministre de l'intérieur a adressé ses félicitations au directeur de la sûreté générale, au préfet de police et au préfet de Seine-et-Oise, pour la manière dont ils ont assuré le service d'ordre, tant à Paris qu'à Versailles, pendant la journée.

Peut-être y a-t-il dans ces félicitations un peu d'ironie.

A minuit et demi, alors que tout est à peu près terminé sur le boulevard, une nouvelle manifestation hostile a lieu devant le *Journal du Peuple*, rue du Faubourg-Montmartre. Dans la bagarre qui s'est produite, un nommé Yves Benesch s'est blessé de coups de canne à la tête aux jambes et à la poitrine. Quatre autres individus ont reçu sur la tête des morceaux de plomb jetés par les fenêtres. Ces morceaux de plomb ont été saisis. Les blessés ont été pansés dans une pharmacie de la rue Montmartre.

Vers la même heure, une bande de sept à huit cents manifestants, partie des boulevards, est allée crier : « Démission ! Panama ! Démission ! » autour des jardins du Luxembourg.

On aurait bien dû éviter au nouveau Président de la République, surtout à Mme Loubet, cette fin de journée qui diffère si cruellement de toutes les journées que ces braves gens ont vécues jusqu'alors dans le respect et dans le calme.

Mais c'est l'envers de la gloire et le douloureux payement des honneurs dans une République parlementaire.

X. Y. Z.

## CHEZ LES PRÉTENDANTS

Le duc d'Orléans a appris à Turin, par un télégramme du « bureau du Roi », le résultat du Congrès. Il s'en tient à ses déclarations de jeudi dernier, qu'il faisait à l'heure même où mourait M. Félix Faure.

On a affiché, par ses ordres, dans Paris, son discours sur l'antisémitisme ; quelques-unes de ses affiches étaient accompagnées d'un très beau portrait, mais presque aussitôt d'autres camelots appartenant à une agence de publicité, soi-disant, recouvraient ces affiches de réclames commerciales.

Quant au prince Napoléon, qui depuis ces deux jours de crise a reçu des visites encore plus nombreuses que de coutume, il n'a, quoi qu'on en ait dit, nullement quitté son hôtel de l'avenue Louise, à Bruxelles.

Il pense, fort sagement, qu'il n'a en ce moment à faire aucun acte de prétendant, pour ne pas augmenter le gâchis dans lequel se débat le pays. D'après lui, toute intervention politique d'un Bonaparte ramènerait inévitablement une concentration républicaine que les incidents de ces derniers mois ont dissoute. Il ne peut d'ailleurs s'intéresser particulièrement au Congrès de Versailles qui choisit un Président au mépris des droits du peuple, tout chef d'Etat devant, d'après la doctrine napoléonienne, être élu directement par le peuple. Le prince dénie donc à toute assemblée parlementaire le droit de se substituer au plébiscite par un artifice quelconque d'une Constitution qui n'a pas été votée par le peuple.

Tel est l'opinion du prince Napoléon, nous disant les personnes les mieux renseignées de son entourage.

C'est d'ailleurs ce que son ami le comte Suarez d'Aulan, député de l'appel au peuple, a résumé en quelques mots à la tribune du Congrès en s'écriant :

Je vote comme simple citoyen et non comme député. C'est à la nation entière qu'il appartient d'élire le chef de l'Etat, et je proteste ici contre l'usurpation des droits du peuple.

C'est la pensée que M. Paul Déroulède a encore plus vigoureusement exprimée. Le président de la Ligue des patriotes, qui n'appartient pas au parti bonapartiste, mais qui a la même opinion au point de vue d'une consultation nationale nécessaire, a dit hier, au milieu du tumulte du Congrès :

— Le Président de la République doit être élu par le peuple. Je ne vote pas ici.

Et il a ajouté, comme on sait :

— Quant à vous, monsieur Loubet, vous êtes un panamiste !

De son côté, M. Georges Thiébaud, qui était dans une des galeries du public au moment où M. Loubet demandait si personne ne désirait plus prendre part au scrutin, M. Georges Thiébaud s'est écrié :

— Oui ! le peuple !

Il y a là une curieuse unanimité d'opinions qui n'a pas été sans plaire à l'exilé de Bruxelles.

Ajoutons, puisque nous parlons du prince Napoléon, qu'il est tout à fait inexact que son cousin le prince Roland Bonaparte soit allé conférer avec lui hier.

Le prince Roland Bonaparte n'a pas quitté Paris depuis deux mois !

## Interview de M. Loubet

L'interview date du 28 avril 1892, mais le recul des années ne lui donne que plus d'intérêt, surtout au lendemain du Congrès de Versailles.

A cette date du 28 avril 1892, Paris étant affolé par les complots anarchistes, l'explosion du restaurant Véry, les menaces faites à M. Quesnay de Beaurepaire (!), un de nos collaborateurs, M. Gaston Calmette, alla trouver M. Loubet, ministre de l'intérieur et président du Conseil, et lui demanda quelles mesures il comptait prendre pour arrêter ces manœuvres.

J'ai trouvé en M. Loubet, dit d'abord M. Gaston Calmette, j'ai trouvé en M. Loubet qui, au lendemain de son arrivée, a été si maltraité et si attaqué par une partie de la presse, un esprit réfléchi et méthodique, qui ne se fait aucune illusion sur les complications de la situation ; c'est, me semble-t-il, un homme très énergique et très résolu dans ses actes, en même temps que très doux et très conciliant dans son langage ; c'est un sceptique qui se laisse conduire par les événements heureux ou tristes ; c'est un croyant ; il est convaincu de la nécessité de la lutte contre l'anarchie ; il croit à l'efficacité de cette lutte ; et, fier de diriger le pouvoir dans une période aussi difficile, il est prêt à employer pour cette résistance toutes les armes que lui donne ce pouvoir.

Telle est du moins l'opinion que j'en em-

porte ; et j'exprime d'autant plus volontiers cette opinion qu'il n'a guère pas ici de questions politiques (le *Figaro*, on le sait, n'est pas précisément le journal de M. Loubet) ; il s'agit, ce qui est beaucoup plus important, de la sécurité intérieure du pays.

J'ajoute que sa parole dénuée de périphrases semble dénoter un caractère « à l'empire », très loyal et très franc. Ainsi n'est apparu le ministre dans cette causerie amicale, qui n'avait aucune des allures de l'interview officielle, et qui était tout entière concentrée sur des questions exclusivement parisiennes.

Ma première demande concernait le malheureux Véry et sa famille. Le gouvernement viendrait-il en aide à ces victimes qui sont non seulement dangereusement malades, mais encore entièrement ruinées ?

La conversation s'engagea ensuite sur l'attentat du boulevard Magenta :

— Nous récoltons malheureusement les fruits de semences pernicieuses qui ont été faites, sans le vouloir, par d'autres : nous subissons les conséquences de fautes déjà anciennes mais dont nous ne sommes pas les auteurs. Depuis plusieurs années on a tout laissé faire, on a tout laissé dire. On espérait qu'elle profiterait un jour à la cause de la liberté, cette extrême licence de la parole et de la plume ! Des réunions se sont tenues dans lesquelles, sans crainte de répression, on a excité à la haine des citoyens les uns contre les autres, on a prêché le mépris de la magistrature et de l'armée. Eh bien ! les résultats, les voilà ! ils peuvent décourager les plus intrépides ; ils doivent surtout inspirer à chacun de cruels réflexions...

Quant à moi, j'ai vu à la présidence du Conseil, j'ai voulu sévir contre cet excès. J'en avais deviné le danger ; et, malgré la loi de 1881, derrière laquelle tout le monde croyait se couvrir pour tolérer cette propagande anarchiste, j'ai demandé au garde des sceaux et au Parquet de poursuivre quand même.

— Quant au Premier Mai, il sera calme, j'en réponds, poursuit M. Loubet :

A Paris, mes précautions sont prises, prises avec... luxe !

L'unité de vues la plus complète a présidé à toutes les instructions qui ont été transmises respectivement aux trois ministères de la guerre, de la justice et de l'intérieur.

Tout est donc combiné, prévu, préparé, ordonné.

Mais nous n'avons pas attendu pour cela le 1<sup>er</sup> mai ; et, afin d'éviter toute surprise, nous la plus minutieuse après de toutes les personnes qui peuvent être menacées.

Bref, déclare en terminant le président du Conseil, on peut à bon droit rassurer pleinement et loyalement le public. En toutes circonstances, dans toutes les hypothèses, le gouvernement est prêt, et il accomplira sans faiblesse son devoir... tout son devoir ; car il y est très décidé.

Dans les circonstances difficiles, M. Loubet fera donc tout son devoir.

La déclaration est intéressante à rappeler au Président de la République.

G. Davenay.

## LE NOUVEAU Président de la République

C'est une triste chose que la nomination du chef de l'Etat ait paru, un moment, avoir une relation quelconque avec l'affaire Dreyfus. Quelle que fût l'opinion des divers candidats sur ce grand déchirement national, le scrutin d'où M. Loubet vient de sortir vainqueur touchait à de plus graves intérêts. Les partis se sont uniquement préoccupés de savoir si le président du Sénat, aujourd'hui Président de la République, était pour la Cour de cassation partielle ; peut-être valait-il mieux se demander ce qu'on pouvait attendre de son intelligence, de sa loyauté, de son caractère, et si, avec la conscience de son droit constitutionnel, il avait la volonté d'en user. Ce qui est certain, c'est que l'affaire a éliminé, au profit de M. Loubet, trois hommes politiques qui semblaient naguère avoir plus de titres et plus de chances que lui : MM. Méline, Charles Dupuy et Cavaignac. Voyons donc ce que pensent de lui — actuellement — ses partisans et ses adversaires.

### Les apologistes

S'il faut les en croire — et on les en croit volontiers — M. Loubet est un républicain éprouvé et un très honnête homme. Il possède deux qualités maîtresses qui suffiraient à la conduite d'une République : la bonté et la droiture. Dans toutes les circonstances de sa vie, il a montré un attachement inébranlable à l'institution républicaine. A peine au sortir de l'enfance, il manifesta la passion qu'elle lui inspirait. En 1848, âgé de dix ans, il brûlait de combattre pour elle ; après le coup d'Etat du 2 décembre, sa jeune éloquence maudissait et flétrissait les assassins de la liberté. Sous le second Empire, avocat au barreau de Montélimar, on sentait en lui l'ennemi intraitable de toutes les dictatures. Il plaçait, avec le plus absolu désintéressement, pour la veuve, l'orphelin, et les adversaires du régime.

Lorsque la troisième République s'installa dans notre pays, il se trouvait tout porté. Ses compatriotes reconnaissants l'envoyèrent à la Chambre où ses mérites personnels le poussèrent, sans intrigue, jusqu'à la notoriété. Ministre, puis président du Conseil après la chute définitive du boulangisme, on apprécia tout à la fois sa franchise et sa prudence. Lui seul paraît capable de remplacer cette grande utilité qui s'appelait Tirard. Il n'était peut-être pas de ceux qui impriment une forte direction à la politique, mais il fit preuve d'une adresse qui, dans les circonstances difficiles, équivalait à une supériorité ; il évitait les gaffes. On le trouvait avisé, circospect, avec des malices d'avocat paysan qui ne se laisse point conter. Il savait très bien discernar, en toute occasion, l'intérêt de la France, de la République, et de Montélimar.

Sa carrure de petit homme râblé, solide des épaules, taillé un peu comme Charles Dupuy, prévenait tout de suite en sa faveur. Il avait, avec cela, un petit air gai, avenant, jovial. Il affichait la simplicité rustique d'un Cincinnatus de la basoche, qui n'eût pas demandé mieux que d'abandonner les grimoires pour cultiver son jardin. On lui supposait une ambition contenue de peu qu'il fallait forcer — comme aujourd'hui — à prendre ou à accepter beaucoup plus qu'elle ne souhaitait. Il fut volontiers resté à la Chambre, des combinaisons politiques l'envoyèrent au Sénat. Il y alla, résigné d'abord, satisfait ensuite ; ce sera toujours son état d'âme.

Le voilà ministre, le voilà président du

Conseil, sous l'intègre Carnot. Il apparaît dès lors comme un des rares conciliateurs tout spécialement chargés, dans une conjoncture épineuse, de rallier tous les suffrages républicains ; je vous le dis, un second Tirard ! Mais plus bonhomme. Il est convaincu que tout scandale trop prolongé est mortel à un pays, à un régime, et il s'efforce d'étouffer celui du Panama.

On l'en accuse, mais beaucoup de ses collègues lui en savent gré, et, en fin de compte, il arrive, dans un duel qui semblerait inégal, à battre M. Constans pour la présidence du Sénat. Vous pensez que c'est le comble de sa fortune politique. Il vit tranquille, presque irresponsable, retiré dans le plus savoureux des foyers de Hollande, et il s'y fait, des envieux ? Non, beaucoup d'amis, gagnés par sa bienveillance, par son naturel serviable, par sa modestie surtout qui semble honteuse de tant de grandeur. Il joue à merveille le rôle d'un favori du sort qui, monté sur la faite, aspirerait à descendre. Et, au lieu de descendre, on vient brusquement l'y chercher, pour monter encore. Il refuse d'abord, il se refuse et s'excuse. On insiste, on l'entoure, on l'assiège, on lui force la main, on le réduit à signer la plus glorieuse des capitulations. Il signe, et nous saluons en lui le septième Président de la République. Il donnera, dans sa nouvelle charge, l'exemple de toutes les vertus publiques et privées. Il défendra les institutions républicaines sans bruit, sans fracas, avec la ténacité silencieuse d'un sous-Grévy.

### Les détracteurs

Ah ! vous les avez entendus ! C'est une honte qu'un choix pareil. Pour présider, tant bien que mal, aux destinées de la France, il faut au moins de trois choses : une ; habileté, honnêteté ou prestige — ce prestige protocolaire, qui appartient en propre à M. Félix Faure, et qui faisait assez illusion, au delà de nos frontières, pour que les journaux étrangers produisent aujourd'hui au prédécesseur de M. Loubet des éloges diaphanes. C'est déjà quelque chose que d'inspirer des odes de Pindare au *Morning Post* ou à la *Gazette de Cologne*.

Or, de ces trois qualités maîtresses, de ces trois vertus quasi théologiques, M. Loubet n'en possède aucune. Il n'est ni capable, ni pur, ni décoratif. Cet homme d'Etat, ce Président de République qui vient d'être ramené de la gare Saint-Lazare par une escorte de cuirassiers sabre au clair, comment l'a-t-on traité hier, comment le traitera-t-on demain, dans la rue et dans les journaux ? L'un d'eux ne lui a pas maché le compliment : « M. Loubet est un parfait imbécile ! » D'autres, et ce sont les plus nombreux, affectent de voir en lui tout le contraire d'un sot, un parfait roubillard, une sorte de paysan du Danube, retors et madré, auquel n'est étrangère aucune des ressources du maquignonnage politique, trompant celui-ci, bernant celui-là, pour s'assurer une majorité de nigards et de dupes ; faisant l'âne, en un mot, pour avoir du son.

Voilà comme avec irrévérence parlent du dieu ces journaux. Ils en disent bien d'autres ; que c'est l'égoïste fait homme ; une conscience large et très élastique, rendue couante et accommodante par trente années de vie parlementaire ; un Ponce Pilate qui sacrifierait toutes les causes justes à un besoin de paresse et de repos. Dans l'affaire du Panama, il a travaillé à sauver les plus compromis des panamistes, qui l'en récompensent aujourd'hui. S'il est intervenu directement de sa personne dans cette ténébreuse machination, comme un magistrat d'exception l'en accusait hier matin, ce n'est même pas par dévouement à d'anciens amis, mais pour s'épargner à lui-même les ennuis d'un procès fécond en anicroches désagréables et en chutes ministérielles. Il a pris la même devise que Louis-Philippe : « Ne me faites pas d'affaires ! » parce que, se rendant compte de son infériorité, il a bien le sentiment que la moindre affaire le trouverait impuissant et désarmé, indécis et flottant entre les plus élémentaires solutions. Aussi n'a-t-il pas déployé, dans la chasse à l'Arton, « un zèle exemplaire » ; aussi a-t-il arrêté et faussé le cours de la justice. Et c'est lui qu'on nomme Président de la République, dans cette soit de justice, de lumière et de vérité !

Au moins, ce politicien de sixième ordre a-t-il, dans sa personne ou dans ses manières, cet éclat purement extérieur qui impose aux peuples et qui donne à la France une valeur représentative auprès des nations étrangères ?

Il ressemble à un courtard de boutique, à un marchand de nougat de son pays. Il n'a aucune apparence, aucune majesté, aucun prestige. Il fera très mal dans un carrosse, Montélimar n'aura rien à démêler avec lui. Non seulement il ne pourra jamais, comme son prédécesseur, rêver d'un uniforme, mais l'habit noir, le simple habit noir, le gênera dans les entournures. Dans les dîners de gala, il se mettra sa serviette sous le menton ; dans les toasts, il aura l'air de servir le verre de champagne au lieu de le lever. Ce que vous appelez simplicité n'est chez lui que rusticité et lourdeur, gaucherie et disgrâce, incivilité essentielle et provinciale incurable.

Je n'invente rien. On a dit tout cela du sexagénaire respectable qui, dès hier soir, personnifiait la France aux yeux de l'étranger, on a dit tout cela de l'élus des deux Chambres, incarnation officielle et légale de notre pays. Je ne perdrai pas mon temps à rechercher si celui-ci n'en souffre aucun dommage. On pourra, sans s'élever beaucoup, conclure de ces outrages préventifs, qui ne s'arrêtent sans doute pas devant l'urne, qu'un pays qui traite ainsi son plus haut magistrat ne jouit pas d'une santé à toute épreuve, et qu'il en rejailit sur lui quel que débâcle. Heureusement le sens commun proclame qu'entre ces louanges et ces invectives, il reste de la marge pour une honnête et équitable appréciation.

### La vérité

au four. Tu vas m'aider dans mon travail.

Tout simplement, M. Loubet répondit : — Eh bien ! oui, mère ; je vais l'aider avec plaisir.

Et l'on vit le futur Président de la République s'empêcher de quitter sa veste et enrouler le pain.

Un dernier détail. M. Emile Loubet, comme son prédécesseur, est un fumeur endurci et on ne le rencontre jamais sans un cigare aux lèvres. Il garde la pipe pour l'intimité du cabinet.

La population de Montélimar est très fière d'ajouter à la réputation de son nougat la gloire de posséder un Président de la République. Depuis que la nouvelle de l'élection est connue, les pompiers tirent sans cesse des salves d'artillerie !

Pellat

## La mort de M. Félix Faure

Les portes de l'Elysée ont été ouvertes hier au grand public.

De neuf heures du matin à six heures, près de 25.000 personnes, introduites par groupes de cent, ont défilé deux à deux, dans l'ordre le plus parfait, à droite et à gauche du catafalque sur lequel repose le corps du regretté Président.

A ses pieds, l'eau bénite, dont l'ont aspergé beaucoup de visiteurs.

Vers trois heures, arrive seul, incognito, M. Hanotaux.

Il veut revoir celui avec qui il a cimenté l'alliance franco-russe.

Un quart d'heure après vient l'amiral Besnard et Mme Besnard, MM. Des Chapelles, Pallain, gouverneur de la Banque de France ; le peintre Guilleminet, etc.

Beaucoup de visiteurs demandent à présenter leurs hommages à Mme Félix Faure.

M. Berge les prie de ne pas insister. Mme Faure, en effet, n'est pas en état de recevoir. Durant toute la nuit, les ouvriers ont préparé les échafaudages nécessaires à la cérémonie, et leurs fréquents coups de marteau ont augmenté encore la souffrance de la veuve.

Mlle Lucie Faure, qui n'a plus de larmes, est dans le même état de nervosité. Seule, Mme Berge est relativement calme, soulagée qu'elle est par les larmes qu'il lui est permis de verser.

De minute en minute arrivent des télégrammes, de nombreux témoignages d'affection et de respect pour celui qui n'est plus et pour celles qui lui survivent.

Le ministre des affaires étrangères a reçu hier après-midi, de M. le général Porter, ambassadeur des Etats-Unis, la lettre suivante :

Monsieur le ministre, J'ai reçu hier soir, trop tard pour vous être communiqué, le télégramme suivant de mon gouvernement :

Le Président des Etats-Unis désire que vous transmettiez à la famille du regretté Président de la République française l'expression de ses vives sympathies à l'occasion de la perte irréparable qu'elle vient de faire. Le monde entier pleure la mort d'un homme d'Etat éminent, et ce pays prend une part toute particulière au malheur qui atteint la République française.

« John Hay, Secrétaire d'Etat. » Par ma lettre d'hier, je vous ai dit combien j'avais été personnellement affecté par cette mort subite, et je ne puis que vous renouveler ici l'expression des profondes sympathies de tous mes compatriotes. Veuillez agréer...

Horace Porter.

Le cardinal Rampolla a adressé au nonce à Paris le télégramme suivant :

Le Saint-Père a appris avec une vive douleur la mort de S. Exc. M. le Président de la République française.

Que Votre Eminence s'empresse de présenter tout de suite ses condoléances de Sa Sainteté à la famille Faure, et d'y joindre mes particulières condoléances.

Rampolla.

D'autre part, le grand-duc Vladimir et la grande-duchesse ont également envoyé un télégramme de condoléance.

M. Delcassé a reçu de M. le prince Ouroussoff, ambassadeur de Russie, la belle lettre que voici :

Paris, le 17 février 1899.

Monsieur le ministre, J'ai eu l'honneur de recevoir la note par laquelle Votre Excellence m'a annoncé la douloureuse nouvelle de la mort de M. Félix Faure, Président de la République française.

J'ai passé tantôt chez vous, Monsieur le ministre, sans avoir eu l'avantage de vous trouver, pour exprimer au gouvernement français, l'ordre de Sa Majesté l'Empereur, les sentiments de cordiale et douloureuse condoléance que mon Auguste Souverain et l'Impératrice éprouvent en présence du malheur qui frappe la France.

A la part profonde et sincère que prennent leurs Majestés à la perte si cruelle faite par la France amie, en la personne éminente du chef de l'Etat, s'associe la Russie tout entière par ses sympathies les plus vives.

En m'acquittant, avec une vive émotion, des ordres de leurs Majestés, je me permets, monsieur le ministre, de joindre ici l'expression des regrets que, personnellement, j'éprouve, de tout cœur, pour l'homme d'élite qui m'a toujours témoigné une précieuse et invariable bienveillance.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs et les plus dévoués.

Signé : Ouroussoff.

Aux dépêches particulières se mêlent les témoignages collectifs. Ainsi, la Chambre de commerce américaine s'est réunie hier, en assemblée extraordinaire, pour manifester sa sympathie à l'occasion du deuil national qui afflige la France. Le consul général Gowdy, MM. Scott, secrétaire d'ambassade ; Mac Lean, vice-consul ; Saint-Amant, vice-président de la Chambre, et le docteur Thurber assistaient à la séance, ainsi que nombre d'Américains ne faisant point partie de la Chambre. M. Peartree, qui préside celle-ci, a fait, dans une chaleureuse allocution, l'éloge de M. Félix Faure. Il a mis aux voix l'ordre du jour suivant, qui a été voté à l'unanimité :

Le décès soudain du Président de la République affecte profondément tous ceux qui entretiennent des sentiments de bienveillance et d'amitié vis-à-vis de la France.

La Chambre de commerce américaine a invité tous les Américains qui résident à Paris à se joindre à elle, dans une manifestation de sympathie, pour exprimer la vive douleur qu'ils ressentent de la perte si inattendue de l'honorable citoyen qui occupait avec tant de distinction et de dignité la première magistrature du pays.

Les vertus privées de M. Félix Faure, sa vie active et industrielle, son amour de la paix et les services éminents et patriotiques rendus par lui à la France lui ont acquis l'admiration et le respect universels.

La Chambre de commerce américaine et les Américains présents, dans un sentiment de douloureuse sincérité, adressent leurs profondes sympathies au gouvernement français, à la nation et à la famille si éprouvée du Président.

Cet ordre du jour a été immédiatement transmis à Mme Félix Faure, au président du Conseil et aux présidents des deux Chambres.

A six heures ont été fermées les portes de l'Elysée.

Un peu après, y est arrivé un cercueil dans lequel il est possible qu'on mette ce matin le corps, si, comme on le craint, la chaleur produite par le trop grand nombre de visiteurs a rendu la mise en bière nécessaire.

Le public, néanmoins, sera encore admis jusqu'à mardi soir dans la chapelle ardente.

Mardi, le corps sera transféré dans une seconde chapelle qu'on va édifier au fond de la cour d'honneur, au bas des degrés du grand escalier.

Autour de cette cour et à l'entrée du palais seront disposés des enceintes réservées aux grands corps de l'Etat, comme il a été fait pour les obsèques du Président Carnot.

Charles Chincholle.

### LES SCÉLÉS A LA VILLA DE LA COTE

(Par dépêche de notre correspondant)

Le Havre, 18 février.

Aujourd'hui, à trois heures et demie, les scellés ont été apposés à la villa de la Côte, au Havre, par les soins de M. J. André, assisté de M. Lebugue, commis greffier. M. Cathala, sous-préfet, avait été délégué par M. le préfet de la Seine-Inférieure pour assister à cette formalité. C'est dans le cabinet de Félix Faure et dans la bibliothèque seulement que les scellés ont été apposés. Le gardien des scellés constitué a été M. Bazin, gérant de la villa. Cette formalité légale, assez simple dans la forme, fut pourtant fort impressionnante.

La villa était hermétiquement close et c'est dans un demi-jour que l'on laissait filtrer les volets que la dernière visite de ces appartements, qui furent témoins de tant de choses, s'accomplit. Dans la rapide traversée des chambres de Mlle Lucie Faure, de Mme Faure et de Félix Faure, ce « home » intime de la famille présidentielle, un indéfinissable sentiment de tristesse nous étreignait.

A la vue de tous ces souvenirs rappelant ce qui est déjà le passé, la simplicité de ces chambres, la signification particulière des tableaux qui les ornent éveillent dans l'âme mille pensées. Chez Mlle Lucie Faure, dans une chambre blanche, ce sont des reproductions photographiques des tableaux des maîtres religieux italiens ; chez Mme Faure, des photographies et des portraits à l'huile de son mari et de ses enfants, et chez Félix Faure, dans une pièce d'ameublement sévère, un tableau à l'huile représentant le Président en costume d'été appuyé à son balcon, et sa photographie en ovale tannée, photographie célèbre qui fut reproduite maintes fois.

Mais c'est dans le cabinet de Félix Faure que se passa la scène la plus émouvante. Dans ce cadre connu des familiers de la villa, dans cette pièce meublée de la grande table ovale autour de laquelle s'assirent les ministres, garnie de bibliothèques surmontées des bustes des chefs d'Etat français, les prédécesseurs de M. Félix Faure, et toute remplie des mille objets d'art, dons de princes, dons d'amis, bibelots chers au grand disparu, M. André fit, après l'apposition des scellés, le serment d'usage au gardien des scellés, à M. Bazin. Lorsqu'il leva la main droite pour jurer que personne n'avait pénétré dans les appartements depuis jeudi dernier, que rien n'en avait été enlevé et promis de remplir fidèlement sa mission, une émotion non dissimulée s'empara de lui et de ses assistants, particulièrement de M. Cathala, qui fut l'un des familiers de la villa de la Côte.

A quatre heures et demie, tout était terminé et un cachet de cire rouge scella invariablement la porte du cabinet de travail de feu Félix Faure.

Pour ceux qui furent témoins de cette formalité légale, pour ceux-là qui vinrent jadis à la villa de la Côte lorsque le Président de la République lui donnait tant de vitalité et de mouvement, l'impression fut profonde. On semblait quitter un cimetière et venir de refermer la porte d'un sépulcre.

André Hofgaard.

## Le Monde et la Ville

### SALONS

— Les convives de M. Lefèvre-Pontalis étaient, hier soir :

L'ambassadeur d'Autriche, les ministres de Suisse et de Grèce, le marquis de Noailles, le duc de Broglie, M. Henry Houssaye, M. Arthur Desjardins et le comte de Francville, membres de l'Institut ; M. Albert Decrais, député ; MM. du Bled et Joseph Decrais.

Le dîner, malgré la séance du Congrès, a été suivi d'une réception aussi nombreuse qu'animée.

— Très belle soirée musicale, avant-hier, chez Mme Edouard Martel, femme du sénateur, pour fêter le prochain mariage de Mlle Mallet, leur nièce, fiancée à M. Félix Vernes, fils du régent de la Banque de France.

Applaudissements : Mme J. Raunay, M. A. Baldelli, le célèbre baryton italien, et l'irrésistible Galipaux dans son répertoire toujours renouvelé.

### RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— La Sacré Congrégation du Concile vient de prononcer la nullité du mariage de M. Germain Bap et de Mme Loretta de Laska, comme ayant été célébré sans les autorisations requises par le droit canon.

— La baronne de Pommeroy née de Tarente, qui, la semaine dernière, se trouvant à toute extrémité, avait reçu les derniers sacrements, est à présent hors de danger.

### MARIAGES

— Le comte Guillaume de Durfort, fils du marquis et de la marquise de Durfort, est fiancé à Mlle Marie de Chauvelin, fille du marquis et de la marquise de Chauvelin.

— La marquise de La Rochejaquelein, arrière-grand-mère de la fiancée, était la cousine germaine du duc de Lorge, arrière-grand-père du fiancé.

### DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Gaston Bozérien, député et conseiller général du Loire-et-Cher, décédé à Paris, à l'âge de 45 ans, en son hôtel de la rue Léo-Delibes. Ses obsèques seront célébrées demain, à midi, à Saint-Honoré d'Eylau ; — Du vicomte Alfred d'Esgragnolle-Taunay, décédé à Rio-Janeiro, à l'âge de 55 ans. Peintre, compositeur de musique, il avait été, sous le règne de don Pedro, député, gouverneur de province, sénateur. Il était l'un des promoteurs du mariage civil et de l'abolition de l'esclavage au Brésil ; — De M. Paul Heuse, député progressiste de Liège, décédé à l'âge de 48 ans ; — Du général Lacoste de Lisle, décédé avant-hier en son château de Malaise, près Moissac ; — Du comte Bronislav Poninski, décédé à Kielce ; — Du colonel Alexandre Vlassovskiy, ancien préfet de police à Moscou ; — De la vénérable Mère Saint-Ignace, du couvent des Ursulines, à Boulogne-sur-Mer, décédée en cette ville à l'âge de 101 ans ; — De M. l'abbé Legalle, chanoine honoraire de la cathédrale de Gap, décédé à Cointances, à l'âge de 90 ans.

— Les corps du prince Charles-Napoléon Bonaparte a été inhumé avant-hier à Ajaccio, dans la chapelle impériale. Le deuil était conduit par le prince de la Moskova et le comte Gout, gendres du défunt ; le comte Primoli, son neveu ; MM. Franceschini Pileri et Pugliesi Conti, représentant l'impératrice Eugénie, l'autre le prince Napoléon.

Une foule nombreuse suivait le convoi.

— L'archiduchesse Marie-Immaculée-Clémentine, née princesse de Bourbon-Siciles, veuve de l'archiduc Charles-Salvator, père du grand-duc de Toscane, est morte hier matin des suites d'une longue maladie compliquée de congestion pulmonaire, à l'âge de cinquante-huit ans. Elle était la fille de l'archiduc Charles-Etienne et de l'archiduc Léopold-Salvator, marié à Blanche de Castille, princesse de Bourbon ; de l'archiduc Franz-Salvator, marié à l'archiduchesse Marie-Valérie, fille de l'empereur d'Autriche ; de la princesse Augusta-Léopold de Saxe-Cobourg et Gotha, et de l'archiduchesse Marie-Immaculée-Reine.

Ferrari.

## LA JOURNÉE

Dimanche 19 février

Sports : Courses à Auteuil (2 h.). — Réunion de l'Escrime à l'Epee de Paris (10 h. du matin, lycée Carnot). — Courses au clocher du Cyclo routier (11 h. 1/2, porte Maillot). — Matches de championnat association : 2 h. 1/2, au haras de Suresnes, à l'île Saint-Germain (Billancourt) et sur le terrain du Racing-Club à Levallois. — Championnat de hockey entre le Stade et le Cosmopolite (2 h. 1/2, Courbevoie). — Championnat de hockey entre le Racing-Club et le Hockey-Club de Paris (3 h., Parc-des-Princes).

A l'Elysée : Défilé devant le corps du Président de la République, exposé dans la salle des Fêtes (de 9 h. du matin à 6 h.).

Sorin de ballottage : A Epernay, pour l'élection d'un député.

Obsèques : M. Garsonnet (41 h. 3/4, Saint-Etienne du Mont). — M. Henri de Lacroix (41 h. 1/2, rue Alfred-Stevens, 2).

Excursion du Club alpin : Gare du Nord, 8 h. 30 du matin, pour Bouffemont, d'où, à pied, traversée de la forêt de Montmorency jusqu'à la gare de Taverny (retour à Paris, par le Nord, à 3 h.).

Dans les églises : Premier dimanche de Carême. — Conférence à Notre-Dame par le R. P. Etourneau, sous la présidence de Mgr Ruchard : la Notion de la Providence ; ses bases dans la nature humaine (1 h.). — Fêtes de l'adoration à Saint-Germain-l'Auxerrois.

## NOTES D'UN PARISIEN

Deux députés qui, tous les deux, portaient des noms connus, M. Henri de Lacroix et M. Gaston Bozérien, députés de Loire-et-Cher, viennent de mourir sans que personne s'en soit seulement douté. Et ainsi l'on peut constater, une fois de plus, qu'il y a des gens qui, même à l'heure de leur mort, n'ont pas de chance, et auxquels il n'est pas donné de s'en aller au bon moment.

Non pas que la disparition de ces deux honorables députés eût fait grand bruit, même en temps ordinaire. Mais enfin ils eussent toujours été plus convenablement enterrés, et on aurait tout au moins donné sur eux quelques notes biographiques. Le père Lacroix, bien connu de tous les habitués du Palais-Bourbon, était une physionomie des plus curieuses, et il me semble revoir encore ce grand vieillard sec et maigre, presque décharné, traversant, à tous petits pas, les couloirs au bras de son valet de chambre.

Et quant à Gaston Bozérien, c'était un bon garçon, très laborieux, qui s'en va en pleine jeunesse sans avoir donné sa mesure. Il méritait, lui aussi, un souvenir. Mais quel singulier moment l'un et l'autre ont choisi pour mourir ! Entre la mort de M. Félix Faure et la réunion du Congrès, qui donc pouvait songer à disposer seulement d'un quart d'heure d'attention et de dix lignes nécrologiques en faveur de qui que ce soit ? Ces deux morts ont donc eu un départ très modeste. Nul ne s'est retourné sur leur passage. Sans doute ils n'y sont pour rien, car personne n'est maître de choisir son heure, mais qui sait si le sort ne les a pas servis, et si ce n'est pas au fond la vraie sagesse de s'en aller ainsi à l'anglaise, évitant la banalité et parfois l'hyperbole des nécrologies, des souvenirs et des regrets, — monnaie courante de l'indifférence et de l'oubli ?...

E.

## Demain

### ACTUALITÉ

PAR

### CARAN'ACH

ALLEMAGNE

GUILLAUME II CHEZ L'AMBASSADEUR DE FRANCE

Berlin, 18 février. — L'Empereur a rendu, ce soir à six heures, une visite de condoléances à l'ambassadeur de France. — Ch. BONNEFON.

L'IMPRESSON A BERLIN

Berlin, 18 février. — Autant que j'ai pu m'en rendre compte, l'élection de M. Loubet est accueillie avec sympathie et dissipe les craintes éveillées par des rumeurs mal fondées. Les journaux du soir citent déjà les traits de simplicité et de bonhomie du nouveau Président, et on espère fermement qu'il continuera la politique pacifique et loyale de son prédécesseur.

A noter, comme symptôme de l'apaisement, les termes du discours de M. de Hohenlohe. Ils ont été discutés et fixés au Conseil des ministres, et, dès qu'il fut prononcé, M. de Noailles se rendit chez le chancelier pour le remercier en son nom personnel. — Ch. BONNEFON.

### ITALIE

LE CAS DE M. NISARD

Rome, 18 février. — Le cas de M. Nisard, nouvel ambassadeur de la République près le Saint-Siège, est assez curieux, et l'on s'en occupait aujourd'hui dans les cercles diplomatiques. Il se trouve ambassadeur avec des lettres de créance devenues sans valeur, étant signées de M. Faure, et l'arrivée de M. Nisard à Rome étant postérieure à la mort du Président. Aussi, pour sa visite hier au cardinal Rampolla, l'ambassadeur dut-il se faire accompagner de M. de Navenne, lequel reste chargé d'affaires jusqu'à ce que son chef reçoive d'autres lettres de créance du successeur de M. Faure. Néanmoins, l'entretien que M. Nisard a eu avec le cardinal Rampolla fut très cordial. Le nouvel ambassadeur n'est pas un inconnu au Vatican et il y est même fort estimé. — FÉLIX II.

### PORTUGAL

Lisbonne, 18 février. — Les officiers des maisons militaires du Roi, de l'impératrice, les chambellans des deux Reines, les membres du gouvernement, la colonie française, de nombreuses notabilités sont allées, dès hier, à la légation de France pour déposer des cartes ou s'inscrire.

### SERBIE

Belgrade, 18 février. — M. Giorgievitch, président du Conseil des ministres, part demain pour Paris où il doit représenter le roi de Serbie aux obsèques de M. Félix Faure.

## LA CATASTROPHE DE FOREST

Collision de trains — Trente morts — Cent blessés

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Bruxelles, 18 février.

Une épouvantable catastrophe s'est produite ce matin, à huit heures et demie, en gare de Forest-Midi, aux portes de Bruxelles. Le train direct venant de Quiévrain par Mons et Hal a tamponné le train de banlieue venant de Tournai. Ce dernier train fait réglementairement arrêt à Forest-Midi à 8 heures 14, mais, à cause du brouillard intense, il avait un quart d'heure de retard. C'est aussi le brouillard qui a empêché le machiniste du train direct de se rendre compte que la voie était obstruée et même d'apercevoir le signal couvrant la voie à distance.

Le choc a été terrible. La dernière voiture du train tamponné a été réduite en miettes. La locomotive, franchissant les débris avec son tender, est allée littéralement se loger dans le wagon suivant qui était aussi une voiture de troisième classe. Les huit premiers compartiments de cette voiture ont été éventrés, pulvérisés. Les deux derniers sont restés intacts.

Ces deux wagons étaient bondés de voyageurs, aussi les victimes sont-elles nombreuses. On estime le nombre des morts à trente ; mais ce chiffre n'est pas officiel et on ne sera guère fixé que demain, car des morts et des mourants ont été emportés dans toutes les directions. C'est ainsi que douze cadavres ont été exposés tout d'abord à la morgue de Forêt, où ils ont été reconnus dans la journée. Six autres cadavres, dont l'identité était établie, ont été provisoirement déposés dans un wagon que l'on a soustrait aux regards de la foule. Des blessés ont expiré dans les maisons du voisinage. Enfin les huit derniers cadavres n'ont pu être dégagés de dessous la locomotive que dans le courant de l'après-midi. Ils ont été transportés à la Morgue, où on les a reconnus avant le soir.

Il y a plusieurs enfants parmi les victimes, des écoliers et écolières se rendant à l'un des établissements d'instruction de la capitale.

Les blessés sont également très nombreux ; on parle d'une centaine ; mais il est encore plus difficile de les compter. Dès les premières heures, il en était arrivé vingt-cinq à Bruxelles-Midi. Outre ceux que l'on soignait sur place à Forest, huit sont restés en traitement à l'hôpital Saint-Pierre.

L'une des scènes les plus dramatiques de la catastrophe est l'amputation faite sous la locomotive brûlante par deux jeunes médecins bruxellois. Il s'agissait d'amputer la jambe d'une jeune fille grièvement blessée et engagée parmi les débris. L'amputation a été exécutée fort prestement, mais quelques secondes après la patiente expirait dans les bras de ses sauveteurs.

Pour dégager une autre jeune fille, il a fallu travailler pendant trois heures consécutives. Elle était couchée au milieu de quatre ou cinq cadavres qui la recouvraient presque entièrement et dont le sang coulait sur elle. Enfin on put la délivrer à onze heures quarante minutes : elle était saine et sauve, à part des contusions sans gravité.

Une foule immense s'est transportée sur les lieux du sinistre. L'émotion était d'autant plus grande à Bruxelles que Forest est devenu en quelque sorte un faubourg de la ville où, par économie, vont habiter un grand nombre de personnes que leurs occupations appellent chaque jour dans la capitale.

G. Lemaire.

## Figaro à la Bourse

Samedi 18 février.

Hier, comme nous l'avons dit, on faisait montre d'un peu de réserve en attendant la séance du Congrès qui — est-ce qu'on sait jamais ? — pouvait être mouvementée. Mais aujourd'hui, dès le début, toute incertitude, toute hésitation avait totalement disparu.

Les dépêches reçues de l'étranger y ont bien pour quelque chose : les places du dehors savent aussi bien que nous et apprécient mieux que nous, avec quelle tranquillité rapide se fait la transmission des pouvoirs en France, et elles nous ont envoyé, à la première heure, les cours les plus encourageants, appuyés d'ordres d'achat plus encourageants encore. Cela nous a tout de suite fait voir la hausse en rose, et la bonne humeur générale s'est manifestée par un petit pari mutuel de famille qui a fonctionné avec une certaine vivacité, et, aussi avec des fluctuations très étendues, puisque, au début, MM. Méline et Loubet paraissent à égalité, et que vers le milieu de la journée on payait trois et même quatre pour l'ex-président du Sénat.

Ceci, sans préjudice des affaires sérieuses, dont on a fait une consommation suffisamment ample. D'abord, les spéculateurs, qui hier, s'étaient trop pressés de vendre, ont pratiqué, de gros rachats, qu'on a accompagné de d'achats nouveaux. Puis, sur le marché des Mines d'or, faible depuis quelques jours, il y a eu un mouvement sérieux de reprise. Enfin, le comptant fait preuve d'une très agréable activité. On est, en outre, très bien impressionné par le succès considérable de l'émission du Crédit foncier. Cette opération, il est vrai, ne s'effectuera officiellement que mardi 21 février ; mais du moment qu'il consent, en Bourse, à payer les nouveaux titres avec 1 fr. 50 de prime et même davantage, c'est que l'on considère l'affaire comme dans le sac.

Le 3 0/0 gagne 17 centimes à 109 05 après 102 97 et 103 12 ; on monte encore un peu après Bourse. Le 3 1/2 0/0, à 104 05, est en progrès de 25 centimes ; au comptant, les plus-values sont de 12 et de 5 centimes.

L'Extérieure est à 55 95 après 55 60 et 56 10 ; elle gagne donc 70 centimes sur hier. Les Bons cubains prennent aussi plusieurs points d'avance, le 6 0/0 à 242, le 5 0/0 à 240. Mais ce sont les obligations des chemins de fer espagnols qui, notamment, ont le plus profité de la hausse, et notamment les Andalous, qui gagnent 7 et 8 francs pour la première série à 253, et la seconde série à 245. L'Italien passe de 96 40 à 96 70, le Portugais de 26 90 à 27 17. Les rentes 3 0/0 russes sont calmes, mais fermes, le 1891 à 95 25 et le 1890 à 95 40. Les Russes ne bougent guère, le C à 28 45 après 28 30 et 28 47, le D à 24 après 23 92 et 24 05. La Banque ottomane se relève de 576 à 581. Les fonds brésiliens sont très bien tenus, le 4 0/0 à 61 95, le 5 0/0 à 70 5/16. La Minas Gerais reste à 368. L'Espírito-Santo cote 350. C'est un fort progrès depuis quelques semaines ; mais la hausse n'est vraisemblablement pas finie, car aux cours actuels, la valeur rapporte encore plus de 7 0/0, et, ne l'oublions pas, plus de 7 0/0 payables en or.

Les établissements de crédit ont, eux aussi, été invités à la petite fête. L'avance est partout, et elle est généralement moins forte à Paris qu'ailleurs, où l'on note des plus-values de 8 francs pour la Banque de Paris à 983 et le Crédit foncier à 780, de 5 francs pour le Lyonnais à 899 et la Banque internationale à 570, de 4 francs pour la Société Générale à 578, etc. Tous les autres se cramponnent solidement à leurs cours précédents.

Pour les chemins de fer également, c'est au comptant qu'il faut chercher les plus-values. Elles sont d'un ou deux points seulement pour l'Est à 1 072 et le Midi à 1 446, de 4 fr. pour le Nord à 2 435, de 7 francs pour le Lyon à 1 954. L'Orléans seul est faible à 1850.

Le Surmont de 18 francs à 3 632, la Thomson-Houston de 13 francs à 1 338, l'Oural-Volga de 3 francs à 1 506, le Rio de 20 fr. à 1 026, la De Beers de 10 francs à 728, la Compagnie des 5 francs à 1 545, la Casimier de 5 francs à 945, la Transatlantique de 7 fr. à 337. Cette dernière valeur est en reprise sensible depuis quelques temps. C'est d'ailleurs fort logique. L'exercice 1898 a donné de fort bons résultats, puisqu'il a permis, avec un amortissement de plus de 5 millions, un excédent de recettes supérieur à celui de 1897. Du reste, depuis de longs mois déjà, les recettes de la Compagnie sont très belles ; toutes les lignes sont en plus-value, notamment la Méditerranée, où le nouveau régime postal produit d'heureux effets. Sur la ligne de New-York, on peut espérer, en outre sur les bénéfices importants qui viendront des transports de voyageurs et de marchandises pour l'exposition, surtout avec les nouveaux paquebots extra-rapides actuellement en construction.

Sur le marché des Mines d'or, la hausse fonctionne que c'est comme un bouquet de fleurs. Voici quelques augmentations : les valeurs au hasard, et qui vous permettront de juger de l'ensemble. La Goldfields gagne 43 fr. à 208, l'East Rand 8 fr. à 202, la Ferreira 20 fr. à 600, la Langlaate 3 fr. à 104, la Mozambique 3 fr. 50 à 72 50 ainsi que la Randfontein à 87 50, la Robinson 5 fr. 50 à 264 50, etc. Une vraie reprise, quoi !

la République, juge au Tribunal civil de Marseille. Les félicitations arrivent de tous côtés.



18

<b>RUBANS</b>	Le carton de 10 mètres .....	3 50
<b>BALAYEUSE</b>	taffetas noir ou couleur .....	85 <sup>a</sup>
<b>RUBANS</b>	satin double face très belle qualité, noir et couleurs	
Nombres	5	12
Le mètre .....	0.15 <sup>a</sup>	0.30 <sup>a</sup>
La pièce de 10 mètres.	1.50 <sup>a</sup>	3 fr.
<b>RUBANS</b>	satin double face tout soie, noir et couleur,	
Nombres	5	12
Le mètre .....	0.35 <sup>a</sup>	0.65 <sup>a</sup>
La pièce de 10 mètres.	3.50 <sup>a</sup>	6.50
<b>RUBANS</b>	fantaisie haute nouveauté, n° 12.	45 <sup>a</sup>



Cet article ne s'envoie pas

# Ayuntamiento de Madrid